

## **Projet de loi de programmation de l'exécution des peines**

Conseil des ministres – mercredi 23 novembre 2011

---

La question de l'exécution effective des peines est au cœur des priorités d'action du gouvernement.

Grâce à cet engagement et aux mesures mises en œuvre par le ministère de la justice et des libertés, depuis bientôt un an, le nombre de peines en attente d'exécution a baissé de plus de 15 %.

Il est impératif de poursuivre les efforts entrepris, c'est une question de crédibilité et d'efficacité de la justice : car une peine inexécutée perd son sens tant pour le condamné que pour la victime.

Le projet de loi de programmation pour l'exécution des peines, annoncé par le président de la République le 13 septembre 2011, répond à trois objectifs majeurs :

- garantir une exécution effective et rapide des peines,
- renforcer les dispositifs de prévention de la récidive,
- améliorer la prise en charge des mineurs délinquants.

### **I. Premier objectif : garantir une exécution effective et rapide des peines**

1. Et tout d'abord renforcer les services de l'application et de l'exécution des peines en leur affectant des moyens humains supplémentaires : 120 postes de magistrats et 89 postes de greffiers seront ainsi créés dans les services de l'application des peines

Car, pour produire tous leurs effets, les réformes législatives que nous avons menées pour une meilleure exécution des peines, pour une meilleure prévention de la récidive, doivent être accompagnées de moyens adaptés.

2. Pour une meilleure continuité dans la prise en charge des personnes condamnées, 284 millions d'euros seront consacrés à améliorer les outils technologiques de suivi des condamnés.

3. Pour permettre une prise en charge immédiate de tous les condamnés, le texte prévoit de généraliser les bureaux d'exécution des peines à toutes les juridictions, y compris les cours d'appel et à toutes les audiences.

### **II. Le texte vise à accroître le parc carcéral et à moderniser les établissements pénitentiaires, pour améliorer les conditions d'exécution des peines**

1. Le projet de loi renforce le programme pénitentiaire annoncé au mois de mai 2011 en fixant un objectif de 80 000 places disponibles en 2017.

Nous évaluons, en effet, à 96 000 le nombre de personnes sous écrou en 2017, dont 16 000 seront placées sous surveillance électronique et 80 000 incarcérées.

La capacité moyenne des établissements sera ainsi augmentée, passant de 532 à 650 places.

2. Le projet de loi prévoit de construire des structures dédiées aux courtes peines.

Actuellement, ces condamnés sont généralement hébergés dans des maisons d'arrêt, alors que des conditions d'incarcération moins lourdes seraient mieux adaptées et plus efficaces dans une démarche de réinsertion. Mettre l'accent sur ces nouveaux établissements est essentiel lorsque l'on sait que 50% des peines en attente d'exécution sont inférieures à 3 mois.

3. Le coût d'investissement total du volet immobilier pénitentiaire est chiffré à 3,08 milliards d'euros pour la construction de places nouvelles. Ce coût d'investissement sera en partie lissé au-delà de 2017, dans la mesure où certains établissements seront construits sous forme de partenariat public-privé.

Compte tenu du calendrier de construction des nouveaux établissements et de leur ouverture, l'impact budgétaire global (y compris les créations d'emplois) sera en tout état de cause très limité sur les deux premières années de la loi de programmation (2013 et 2014), et sera concentré sur la période 2015-2017.

III. Deuxième objectif : renforcer les dispositifs de prévention de la récidive

Pour mener une politique de prévention efficace, il est, en effet, impératif de mieux cerner la personnalité et les caractéristiques de chaque délinquant.

L'actualité fait apparaître la complexité de cette entreprise, et l'absolue nécessité d'impliquer tous les intervenants de la chaîne, magistrats, psychiatres et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ou de la protection judiciaire de la jeunesse.

1. Parce que l'évaluation est la pierre angulaire de cette politique :

1.1. Il faut généraliser le diagnostic à visée criminologique (DAVC), déjà expérimenté avec succès sur plusieurs sites.

Il est, en effet, indispensable de conduire une évaluation pluridisciplinaire, rigoureuse et systématique, de chaque condamné pour déterminer un régime de détention adapté et un parcours d'exécution des peines orienté vers la prévention de la récidive. Construit avec les professionnels de la filière, le DAVC est la formalisation de ce travail d'évaluation.

1.2. Il faut développer l'évaluation des condamnés à de longue peine, qui présentent un degré de dangerosité supérieur, par la création de trois nouveaux centres nationaux d'évaluation

Le Centre national d'évaluation de Fresnes, et depuis septembre, celui de Réau, accomplissent un travail essentiel dans la prévention de la récidive criminelle.

L'évaluation approfondie menée par ces centres doit être développée en début de parcours et en cours d'exécution.

Les trois centres supplémentaires prévus dans la loi doivent nous permettre de procéder annuellement à l'évaluation de 1 600 condamnés.

### 1.3. Enfin, il faut favoriser l'augmentation du nombre d'experts psychiatres judiciaires

Il convient d'adapter le nombre de psychiatres à l'augmentation des expertises psychiatriques obligatoires, que les lois de procédure pénale récentes ont créées pour assurer une meilleure évaluation de la dangerosité des auteurs d'infractions et établir s'ils peuvent faire l'objet d'un traitement.

La loi prévoit diverses mesures incitatives en ce sens, financières ou sous forme de tutorat (une indemnité complémentaire pour perte de ressources lorsque l'expertise est confiée à un praticien libéral ; un système de bourses pour les internes de médecine psychiatrique et une forme de tutorat sera développée).

## 2. Dès lors qu'une modalité de traitement est décidée, il importe de s'assurer de l'effectivité des soins

2.1. Les dispositions de la loi du 10 mars 2010 sur les obligations du médecin dans le cadre de l'injonction de soins suivie en milieu ouvert, seront étendues aux soins suivis en milieu fermé.

La loi du 10 mars 2010 pose l'obligation pour le médecin du condamné d'informer par l'intermédiaire du médecin coordonnateur le juge d'application des peines de l'arrêt des soins qui interviendrait contre son avis.

Appliqué sous une forme adaptée au milieu fermé, ce dispositif permettra au magistrat de se prononcer en pleine connaissance de cause sur le retrait ou l'octroi de réductions de peine ou le prononcé d'un aménagement de peine.

2.2. 119 médecins coordonnateurs supplémentaires sont nécessaires afin de garantir la mise en œuvre effective des injonctions de soins sur l'ensemble du territoire.

Au 1er septembre 2011, il apparaît en effet que seuls 237 médecins coordonnateurs étaient répartis – inégalement – sur le territoire national pour 5 398 injonctions de soins en cours.

3. Cette politique de prévention de la récidive ne peut réussir sans un renforcement des services en charge du contrôle, notamment des services pénitentiaires d'insertion et de probation :

3.1. Leur organisation sera donc renforcée

3.2. Des ressources nouvelles seront développées (création d'équipe mobile à hauteur de 88 ETP ; recrutement de 103 psychologues ; redéploiement de 131 conseillers)

#### IV. Troisième volet de la loi de programmation : garantir une meilleure prise en charge des mineurs délinquants

L'actualité récente a encore souligné l'importance d'agir dans ce sens.

##### 1. Il faut, en premier lieu, réduire les délais de prise en charge des mesures éducatives

La mesure prononcée par le juge ne peut être pleinement efficace que si elle est mise à exécution rapidement. Le projet de loi de programmation impose donc une prise en charge du mineur par le service éducatif dans un délai de cinq jours à compter de la date du jugement.

Une telle réduction des délais nécessite un renforcement des effectifs éducatifs de la protection judiciaire de la jeunesse : 120 emplois d'éducateurs devront être créés dès 2013 pour une mise en œuvre de la mesure au 1er janvier 2014.

##### 2. Il faut, ensuite, accroître la capacité d'accueil dans les centres éducatifs fermés

Parce qu'ils sont un outil efficace contre la réitération et offrent une réponse pertinente aux mineurs les plus ancrés dans la délinquance, nous avons souhaité par la loi du 10 août 2011 élargir les conditions de placement en CEF.

20 établissements supplémentaires nécessaires seront créés par transformation de foyers d'hébergement existants. 90 nouveaux emplois d'éducateurs sont programmés, dont 60 ouverts par anticipation dès le budget 2012.

##### 3. Il faut développer les moyens de suivi pédopsychiatrique des centres éducatifs fermés

Les particularités des mineurs présentant des troubles du comportement caractéristiques (relations violentes et mise en échec de toute solution les concernant) imposent une prise en charge concertée qui repose sur une articulation soutenue entre les services de la PJJ et les dispositifs psychiatriques de proximité.

A ce jour, 13 CEF ont été renforcés en moyens de suivi pédopsychiatrique entre 2008 et 2011 et les premiers résultats montrent une diminution significative des incidents.

Au vu de ces résultats, ce dispositif sera étendu à 25 centres éducatifs fermés supplémentaires. Les moyens humains seront renforcés.